



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/114
S/16921

1er février 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS EXPERIMENTALES
D'ARMES NUCLEAIRES
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE
D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS
NUCLEAIRES
PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS
DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE
RAPPORT ENTRE LE DESARMEMENT ET LE DEVELOPPEMENT
APPLICATION DE LA RESOLUTION 39/60 DE L'ASSEMBLEE
GENERALE RELATIVE A LA CESSATION IMMEDIATE ET
A L'INTERDICTION DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES
INTERDICTION DE LA MISE AU POINT ET DE LA
FABRICATION DE NOUVEAUX TYPES D'ARMES DE
DESTRUCTION MASSIVE ET DE NOUVEAUX SYSTEMES
DE TELLES ARMES
EXAMEN ET L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET
DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLOTURE DE
LA DOUZIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE
REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 30 janvier 1985, adressée au Secrétaire général
par les représentants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde,
du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer aux Etats Membres le texte de la Déclaration de Delhi, adoptée le 28 janvier 1985 à Delhi par LL. EE. MM. Raúl Alfonsín, président de l'Argentine, Andreas Papandréou, premier ministre de Grèce, Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, M. Miguel de la Madrid, président du Mexique, Julius Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie et Olof Palme, premier ministre de Suède, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points de l'ordre du jour intitulés "Cessation

de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires", "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires", "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique", "Rapport entre le désarmement et le développement", "Application de la résolution 39/60 de l'Assemblée générale relative à la cessation immédiate et à l'interdiction des essais d'armes nucléaires", "Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes", "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire", "Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale", "Réduction des budgets militaires", et "Désarmement général et complet", et document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Carlos M. MUNIZ

Le Représentant permanent de la Grèce
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Mihalis DOUNTAS

Le Représentant permanent par intérim de l'Inde
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Vinay VERMA

Le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Porfirio MUÑOZ-LEDO

Le Représentant permanent par intérim de la
République-Unie de Tanzanie auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Shani O. LWENO

Le Représentant permanent de la Suède
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Anders FERB

ANNEXE

Déclaration de Delhi adoptée et publiée à New Delhi le 28 janvier 1985
par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de
l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède

Il y a 40 ans, lorsque des bombes atomiques ont explosé au-dessus d'Hiroshima et de Nagasaki, les hommes ont pris conscience que l'espèce humaine pouvait maintenant s'anéantir elle-même et un sentiment d'horreur s'est installé en nous. Il y a 40 ans aussi, les nations du monde se sont rassemblées pour organiser la communauté internationale et lorsqu'elles ont créé l'Organisation des Nations Unies, l'espoir est né pour tous les peuples.

Mais, au cours de ces quarante années, toutes les nations, tous les êtres humains, ont perdu, presque à leur insu, le contrôle de leur destin. Le sort de chacun d'entre nous dépend d'un petit groupe d'hommes et de machines dans des cités lointaines. Chaque jour de survie est un jour de grâce pour l'humanité, qui est comme un condamné à mort attendant dans sa cellule l'heure incertaine de son exécution. Et, comme tous les condamnés innocents, nous refusons de croire que l'exécution aura jamais lieu.

Nous nous trouvons dans cette situation parce que les Etats dotés d'armes nucléaires ont appliqué des théories militaires classiques dans un monde où les nouvelles armes ont rendu ces théories caduques. Que valent une "supériorité" ou un "équilibre" nucléaires lorsque chacun des protagonistes a déjà assez d'armes pour ravager la planète plusieurs dizaines de fois? Si on continue à suivre ces théories d'un autre temps, l'apocalypse se produira inévitablement, tôt ou tard. Mais nous pouvons empêcher une guerre nucléaire si nous lançons un appel unanime pour défendre notre droit à la vie.

De récentes études atmosphériques et biologiques ont révélé qu'outre le souffle des explosions, la chaleur et les radiations, une guerre nucléaire, même limitée, déclencherait un hiver nucléaire arctique qui pourrait transformer la Terre en une planète glacée et sans lumière, péril sans précédent pour toutes les nations, mêmes celles qui seraient très éloignées du point d'explosion. Nous sommes convaincus qu'il est donc d'autant plus urgent de prendre des mesures préventives pour bannir à jamais l'emploi des armes nucléaires et le risque de guerre nucléaire.

Dans notre Déclaration commune du 22 mai 1984, nous avons demandé aux Etats dotés d'armes nucléaires de mettre un terme à leur course aux armements. La réaction qu'a suscité notre appel partout dans le monde nous encourage. Le soutien que nous avons reçu de la communauté internationale et la manière dont les Etats dotés d'armes nucléaires eux-mêmes ont répondu ont été tels que nous avons estimé que nous devons nous réunir ici à New Delhi pour étudier la façon dont nous pourrions poursuivre notre effort.

Ce sont plus particulièrement les Etats dotés d'armes nucléaires qui sont responsables des dangereuses proportions prises par la course aux armements. Nous leur demandons instamment de se joindre à nous dans la recherche d'une nouvelle

voie. Nous nous félicitons que l'Union soviétique et les Etats-Unis aient décidé, par un accord conclu le 8 janvier 1985 à Genève, d'ouvrir des négociations sur un ensemble de questions concernant l'espace et les armes nucléaires - stratégiques et à portée intermédiaire - toutes les questions devant être examinées et résolues en tenant compte des rapports qui existent entre elles. Nous attachons une grande importance à l'objectif de ces négociations tel qu'il a été annoncé, à savoir, empêcher une course aux armements dans l'espace et mettre fin à celle qui se livre sur la planète elle-même, le but ultime étant de supprimer partout les armes nucléaires. Nous attendons des deux principales puissances nucléaires qu'elles mettent à exécution, en toute bonne foi, leur projet et espérons que leurs négociations aboutiront très vite à des résultats positifs. Nous suivrons les travaux de très près et comptons que la communauté internationale sera tenue au courant du progrès des négociations. Nous ne saurions trop insister sur l'importance que revêtent, pour toutes les nations et tous les peuples, les questions à l'ordre du jour de ces négociations et leur résultat.

Nous demandons encore une fois que l'on arrête totalement les essais, la production et le déploiement d'armes nucléaires et de leurs vecteurs. Cela faciliterait considérablement les négociations. Aujourd'hui, deux questions doivent retenir plus particulièrement l'attention : la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

L'espace extra-atmosphérique doit servir à apporter un bienfait à l'humanité tout entière, non pas être le champ de bataille du monde de demain. C'est pourquoi nous demandons qu'il soit interdit de mettre au point, d'essayer, de produire, de déployer et d'utiliser des armes spatiales quelles qu'elles soient. Une course aux armements dans l'espace coûterait extrêmement cher et aurait de très graves effets déstabilisateurs. Elle saperait en outre un certain nombre d'accords sur la limitation des armements et le désarmement.

D'autre part, nous demandons instamment aux Etats dotés d'armes nucléaires de cesser immédiatement les essais de tous les types d'armes nucléaires et de conclure sans tarder un traité sur l'interdiction de ces essais. Un tel traité constituerait une très importante mesure pour stopper la modernisation continuelle des arsenaux nucléaires.

Nous sommes convaincus que toutes ces mesures peuvent s'accompagner, s'il y a lieu, de mesures de vérification adéquates et non discriminatoires.

Il est impératif à présent que cesse la course aux armements nucléaires. Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut être certain d'enrayer le développement des arsenaux nucléaires pendant que les négociations sont en cours. Mais, cela ne doit pas être une fin en soi. Il doit y avoir immédiatement après une réduction considérable des forces nucléaires, qui mène à la suppression totale des armes nucléaires et enfin à ce qui est l'objectif ultime, le désarmement général et complet. Parallèlement, il faut sans plus attendre consacrer au développement économique et social les précieuses ressources qui sont actuellement gaspillées en dépenses militaires. Le renforcement de l'Organisation des Nations Unies doit aussi être un élément essentiel de cette entreprise.

Il est impératif de trouver une solution à la situation actuelle, où chaque année des centaines de milliards de dollars, soit à peu près un million et demi par minute, sont dépensés pour l'armement, cela alors que les deux tiers de la population du monde vit dans la pauvreté, voire la misère.

L'avenir de tous les peuples est en jeu. Nous, représentants d'Etats non dotés d'armes nucléaires, ne cesserons de manifester notre légitime inquiétude et de faire connaître nos demandes. Nous affirmons notre ferme volonté de faciliter la conclusion d'accords entre les Etats dotés d'armes nucléaires, afin que les mesures nécessaires puissent être prises. Nous nous efforcerons d'oeuvrer avec ces Etats pour la sécurité de toute l'humanité et pour la paix.

Nous demandons instamment aux individus, aux parlements et aux gouvernements partout dans le monde de s'associer avec force à notre appel. On n'avancera dans la voie du désarmement que si une opinion publique informée peut faire fortement pression sur les gouvernements. C'est seulement alors que ces derniers trouveront la volonté politique nécessaire pour surmonter les nombreux obstacles qui obstruent le chemin menant à la paix. La campagne de désarmement mondial lancée par l'Organisation des Nations Unies devrait beaucoup contribuer à susciter cette volonté politique.

Pendant des siècles, les hommes et les femmes ont lutté pour leurs droits et leurs libertés. Nous devons aujourd'hui livrer notre plus grand combat - pour défendre le droit de vivre, le nôtre et celui des générations à venir.

Il y a 40 ans, Hiroshima et San Francisco, l'horreur de la guerre nucléaire et l'espoir de paix. Nous voudrions que l'année 1985 soit celle où l'espoir commencera à prévaloir sur la terreur. Nous osons espérer que d'ici le 24 octobre 1985, quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous verrons les premières mesures concrètes qui libéreront l'humanité de la menace qui pèse sur sa survie.
